
Mesures de Réforme du Système Financier International adoptées par le sommet du G20 de Pittsburgh

DIRECTION DES ETUDES ECONOMIQUES

Octobre 2009





SOMMAIRE

- 1. Le sommet du G20 de Pittsburgh en 2009 : les principales recommandations**
- 2. Synthèse des dix grandes réformes en cours de réalisation**
- 3. Revue détaillée des préconisations du Conseil de Stabilité Financière (CSF)**
- 4. FMI et Banque Mondiale : leur nouveau rôle dans l'économie mondiale**



1. Le sommet du G20 de Pittsburgh en 2009 : les principales recommandations

1- Soutenir davantage l'appui de la croissance à l'échelle internationale

2- Raffermer le système financier mondiale

3- Refonte des institutions multilatérales et soutien des pays en développement

1. Le sommet du G20 de Pittsburgh en 2009 : les principales recommandations

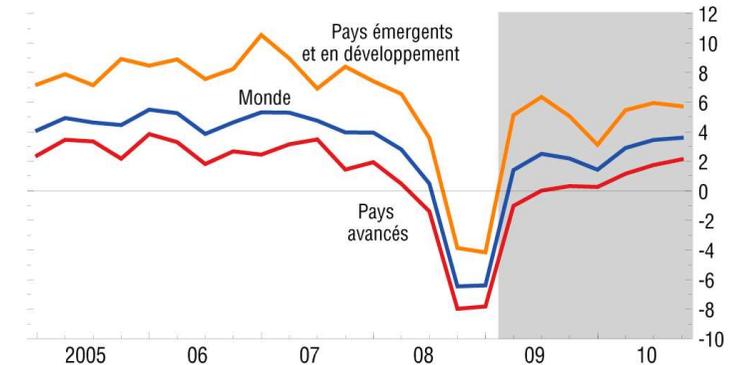


1- Soutenir davantage l'appui de la croissance à l'échelle internationale :

1-1 Constat actuel :

- Croissance mondiale de +3% pour le 2ème trimestre 2009 après une contraction de -6,5% lors du 1er trimestre 2009.
- Signes positifs de sortie de crise grâce à la reprise de confiance des consommateurs et l'affermissement des marchés de logement.
- Reprise lente de l'économie mondiale à cause de la déficience persistante des systèmes financiers et des offres de crédit limitées.
- Bonne tenue des économies asiatiques et une stabilisation ou un redressement modeste pour les autres continents.
- Près de 2.000 milliards de dollars déjà investis dans des mesures de relance budgétaires.
- Estimation à 25% de la rechute probable de la croissance sur les 12 prochains mois selon le FMI.

Graphique 1. Croissance du PIB mondial
(en pourcentage; en glissement trimestriel, taux annualisé)



Source : estimations des services du FMI.

1-2 Mesures à adopter suivant le sommet :

- Maintenir un modèle de croissance plus durable basé sur la consolidation de la demande en la passant des sources publiques à des sources privées.
- Opérer les mesures de relance de manière coordonnée entre les différents pays intervenants et veiller sur leur retrait de manière concertée et au moment opportun.

1. Le sommet du G20 de Pittsburgh en 2009 : les principales recommandations



2- Raffermer le système financier mondiale :

- Fixer un plafonnement global des bonus (rémunération des banquiers) pour les institutions en difficulté.
- Ratification des propositions du Conseil de Stabilité Financière (CSF) :
 - Lier les rémunérations à la performance dans le temps au sein des institutions financières ;
 - Prendre en considération le niveau de risque des activités stipulé par le CSF.
- Requérir aux banques de consacrer la majorité de leur bénéfice à la consolidation de leurs fonds propres.
- Prendre en compte la notion de risque nécessaire pour l'identification des fonds propres appropriés.
- Traitement des produits standardisés sur les marchés électroniques en prônant la transparence.

1. Le sommet du G20 de Pittsburgh en 2009 : les principales recommandations



3- Refonte des institutions multilatérales et soutien des pays en développement :

- Renforcement du rôle du FMI pour garantir une croissance mondiale équilibrée et soutenir la stabilité financière.
- Mise en application d'un projet proposant l'établissement d'une taxe sur les transactions financières destinées à l'aide au développement.
- Engagement des G20 d'accélérer l'octroi des aides allouées aux pays en développement promises lors du dernier sommet de Londres.
- Accorder plus de pouvoir aux pays sous-représentés au sein du FMI : position favorable à la Chine.



2. Synthèse des dix grandes réformes en cours de réalisation

- 1- Reprise de la croissance et sortie de la crise mondiale**
- 2- Renforcement des institutions internationales**
- 3- Consolidation des fonds propres des banques**
- 4- Reconsidération des normes comptables**
- 5- Lutte contre les paradis fiscaux**
- 6- Réglementation de l'affectation des bonus**
- 7- Réorganisation des contrôles des agences de notation**
- 8- Supervision des dérivés de crédit**
- 9 – Supervision des « Hedge funds »**
- 10- Coordination renforcée des contrôles financiers**

2. Synthèse des dix grandes réformes en cours de réalisation



1- Reprise de la croissance et sortie de la crise mondiale :

1-1 Engagements :

- Lancement des plans de soutien à la croissance de près de 5.000 milliards de dollars à fin 2010 (soit 4% de la production mondiale).
- Soutien des banques et du crédit en favorisant une politique de faible taux d'intérêt (relancer le pouvoir d'achat).

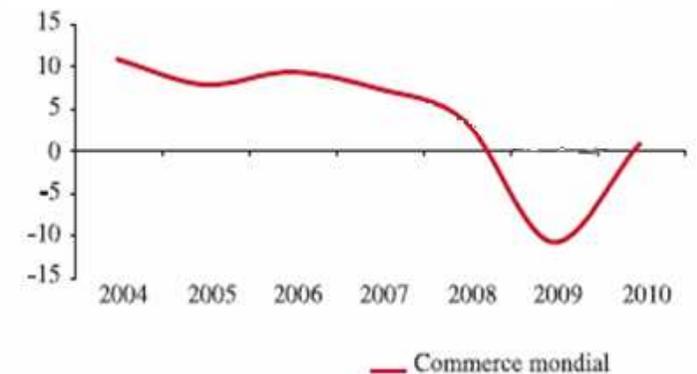
1-2 Réalisations :

Bonne application de ces engagements par plusieurs banques centrales des différents États : Sortie de la récession des grands pays.

1-3 Recommandations :

Mettre fin aux mesures de relance et commencer à restaurer les finances publiques.

Évolution du Commerce Mondial



Source: FMI



2. Synthèse des dix grandes réformes en cours de réalisation

2- Renforcement des institutions internationales :

2-1 Engagements :

- Plus de pouvoir pour le FMI : porter ses ressources de 250 à 1.000 milliards de dollars à fin 2009.
- Vendre une partie de ses stocks d'or afin d'aider les pays démunis pour faire face à la crise.
- Donner plus de poids aux grands pays émergents au sein du FMI.

2-2 Réalisations : Subventions honorées par le FMI en faveur des pays pauvres et vente de 400 tonnes d'or.

2-3 Recommandations : Nouvelle répartition du capital du FMI en proposant des nouvelles quotas par pays.

3- Consolidation des fonds propres des banques :

3-1 Engagements :

- Soutien financier et amélioration du capital des banques.
- Application des nouveaux ratios pour surveiller les banques des pays membres du G20.

3-2 Réalisations : Mise en place d'un ratio de liquidité de référence et d'un ratio d'effet de levier utilisés pour contrôler la solvabilité des banques.

3-3 Recommandations : Généralisation de ces ratios à toutes les banques à l'échelle mondiale dès 2011.

2. Synthèse des dix grandes réformes en cours de réalisation



4- Reconsidération des normes comptables :

4-1 Engagements : Nécessité d'améliorer les normes comptables relatives aux produits non liquides.

4-2 Réalisations :

- Proposition d'un premier projet de réforme de la valorisation des instruments financiers à la juste valeur.
- Recommandation de la mise en service des régulateurs pour veiller sur l'application de ces normes.

4-3 Recommandations : Harmonisation comptable entre les Etats-Unis et le reste du monde.

5- Lutte contre les paradis fiscaux :

5-1 Engagements :

- Ordonner à tous les pays d'adhérer aux standards internationaux en matière de ratios prudentiels.
- Adopter les méthodes internationales de transparence sur les échanges d'informations en termes fiscales.

5-2 Réalisations : Signature en cours des conventions avec plusieurs paradis fiscaux souhaitant de quitter diligemment les listes noires et grises de l'OCDE.

5-3 Recommandations : Sanctions de l'OCDE contre les paradis fiscaux non transparent par la taxation accrue des dividendes dès la fin 2010.

2. Synthèse des dix grandes réformes en cours de réalisation



6- Réglementation de l'affectation des bonus :

6-1 Engagements :

- Instaurer un mode de calcul des bonus cohérent avec les prises de risques des traders.
- Imposer aux banques de rendre publique leur politique de rémunération.

6-2 Réalisations :

- Protocole d'accord en cours sur la fin des bonus garantis au-delà d'un an.
- Exiger un malus aux traders en cas de perte en prônant la transparence.
- Renforcer les fonds propres des banques grâce aux bénéfices réalisés au détriment des bonus.

6-3 Recommandations : Trouver promptement un compromis sur une limitation des bonus des traders en créant un groupe de travail pour en préciser les détails (adapter une réglementation, modifier les pratiques des banques et proposer un contrôle permanent effectué par des régulateurs).



2. Synthèse des dix grandes réformes en cours de réalisation

7- Réorganisation des contrôles des agences de notation :

7-1 Engagements :

- Obliger les agences de notation à s'enregistrer auprès des autorités de supervision.
- Imposer à ces agences de divulguer davantage d'informations sur leurs méthodes de fonctionnement.
- Appliquer le code de conduite de l'Organisation Internationale des Commissions de Valeur (OICV).

7-2 Réalisations :

- Adoption d'un règlement par l'UE instituant l'enregistrement des agences auprès des autorités de l'Union.
- Stimulation de la concurrence entre les agences de notation aux États-Unis par le gendarme de la Bourse américaine grâce à la mise en place de nouvelles règles de conduite.

7-3 Recommandations: Harmoniser les procédures de supervision des agences au niveau international.

8- Supervision des dérivés de crédit :

8-1 Engagements : Limiter les risques associés au marché des dérivés de crédit (essentiellement le Crédit Default Swaps) : Transiter obligatoirement par une chambre de compensation.

8-2 Réalisations : Mise en place de cette réglementation par le système financier américain.

8-3 Recommandations :

- Élargir la gamme de la standardisation des dérivés de crédit en la passant par une chambre de compensation.
- Appliquer cette procédure notamment sur les marchés de gré à gré, encore non-régulés.



2. Synthèse des dix grandes réformes en cours de réalisation

9- Supervision des « Hedge funds » :

9-1 Engagements :

- Obliger les fonds de couverture ou « hedge funds » à s'enregistrer auprès des autorités.
- Consolider leur gestion des risques et à divulguer davantage d'informations sur leur stratégie d'investissement.

9-2 Réalisations : Recommandations de l'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs (OICV) à accroître la supervision des fonds alternatifs pour limiter les risques systémiques et éviter les conflits d'intérêt.

9-3 Recommandations :

- Coordonner les règles au niveau international pour mieux superviser les « hedge funds » .
- Recommandation de l'OICV d'une meilleure coopération entre les régulateurs.

10- Coordination renforcée des contrôles financiers :

10-1 Engagements :

- Élargir la représentation du Conseil de Stabilité Financière (CSF) à l'ensemble des membres de G20.
- Doter cette institution de nouvelles prérogatives pour mieux prévenir les risques de la finance internationale.

10-2 Réalisations :

- Représentation de l'ensemble des autorités financières des membres du G20 au sein de la CSF.
- Ce conseil étant chargé également de l'action des superviseurs nationaux en coopération avec le FMI.

10-3 Recommandations : Clarification des pouvoirs du CSF à l'instar du FMI.



3. Revue détaillée des préconisations du Conseil de Stabilité Financière (CSF)

Présentation :

- Avril 2009 : Remplacement du Forum de stabilité financière (FSF) par le Conseil de stabilité financière (CSF).
- Renforcer le système financier mondial et la stabilité financière grâce aux réglementations adoptées par le CSF.
- Adoption des pays riches et émergents du G20 des nouvelles réglementations de la CSF résumées ci-dessous.

Raffermir le cadre mondial en matière des capitaux propres :

- Amélioration des normes bancaires et l'harmonisation de leur application pour l'ensemble des pays.
- Présentation de ces nouvelles normes par la CSF d'ici fin 2009 et leur mise en œuvre en 2010.
- Définition notamment des fonds propres à appliquer par les différents pays et détermination de la base en capital.

Réduire l'aléa morale posé par les grandes institutions financières :

- Publication à fin 2009 par la CSF d'une nouvelle norme de liquidité minimale en introduisant un ratio de couverture.
- Création d'un comité international au sein du CSF ayant pour mission de réduire le risque de liquidité concernant l'ensemble du système financier.

Renforcer les normes comptables :

- Validation de l'adoption d'une harmonisation des normes obligatoires (IFRS) par l'ensemble du G20 d'ici à 2012.
- Rapprochement et unification des pratiques pour la détermination de la valeur d'actifs, des provisions et du hors bilan.

3. Revue détaillée des préconisations du Conseil de Stabilité Financière (CSF)



Améliorer les pratiques de rémunération :

- Surveillance par le CSF des rémunérations attribuées par les institutions financières.
- Vérification de la conformité de ces rémunérations avec les impératifs de prudence dans le secteur financier.
- Adoption d'une coordination mondiale sur ce dernier point en respectant la compétition entre les places financières.
- Contrôle des rémunérations variables d'une institution en fonction de sa performance globale et son maintien d'une base saine des fonds propres.

Étendre la régulation du système financier :

- Empêchement des entreprises de s'établir dans un autre pays sauf en cas des considérations législatives.
- Amélioration de la notation financière par les agences spécialisées.

Affermir la solidité du marché des dérivés échangés de gré à gré :

- Renforcement des exigences en matière de fonds propres par les autorités nationales des différents pays pour mieux faire face aux risques pris sur les marchés.
- Réforme des marchés en mettant en place des chambres de compensation centralisées.

Relancer la titrisation sur une base saine :

Consolidation des règles d'encadrement de cette technique sur les questions de pondération du risque et de transparence.



4. FMI et Banque Mondiale : leur nouveau rôle dans l'économie mondiale

Renforcement de l'implication des deux institutions, en tant que garante de la coopération et de la stabilité, dans l'économie mondiale suite à la dernière crise.

1) Prérogatives du Fonds Monétaire International (FMI) (1/3) :

1-1 Engagements :

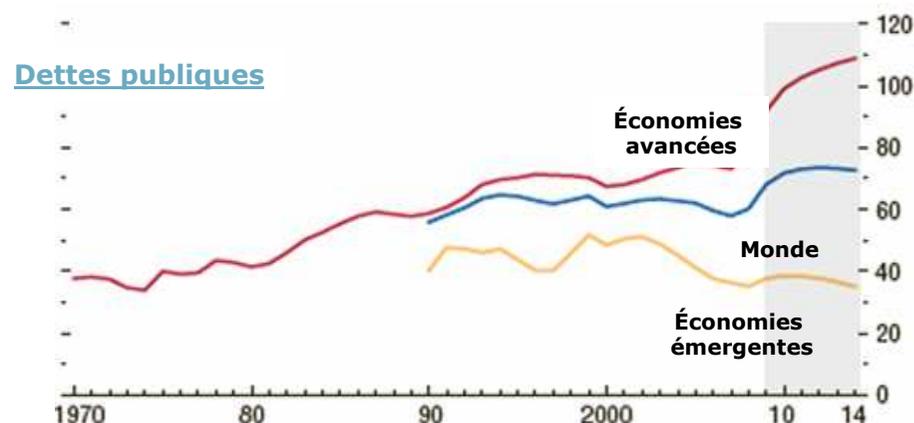
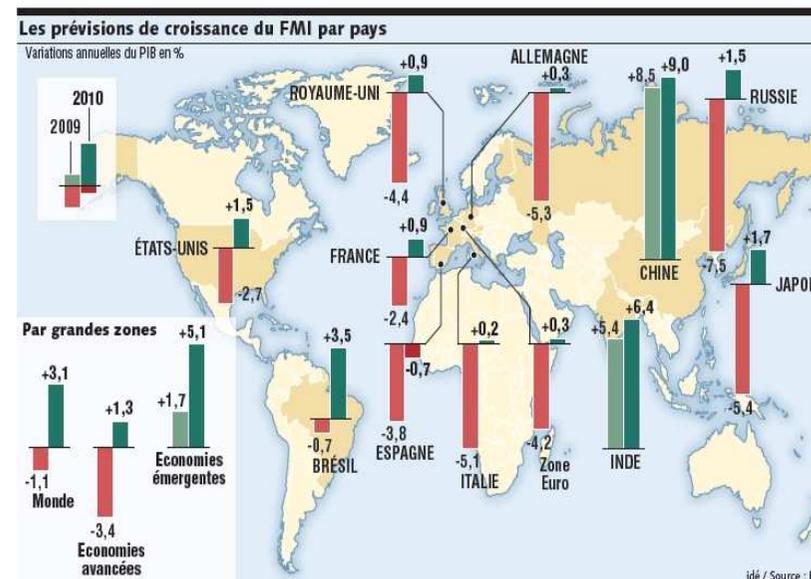
- Renflouement considérable des finances du Fonds en se triplant sur les six derniers mois : 750 milliards de dollars.
- Mission attribuée par le G20 au FMI :
 - . Surveiller les déséquilibres mondiaux pouvant provoquer une nouvelle crise.
 - . Apporter son expertise technique sur la cohérence des politiques économiques nationales.
- Accroître les ressources prévisionnelles du Fonds à 1.000 milliards de dollars.

4. FMI et Banque Mondiale : leur nouveau rôle dans l'économie mondiale

1) Prérogatives du Fonds Monétaire International (FMI) (2/3) :

1-2 Prévisions :

- Repli positif du PIB mondial de près -1% au lieu de -1,4% en 2009.
- Anticipation d'une hausse de 3% au lieu de 2,5% pour 2010 dû aux pays émergents (+5,1%) et aux pays industrialisés (+1,3%).
- Sur la période 2010-14 : croissance mondiale moyenne de 4% bien moins que les 5% des années ayant précédé la crise.
- Gonflement de l'endettement public/PIB en 2014 :
 - . USA (108,2% contre 61,9% en 2007) ;
 - . France (92% contre 64% en 2007) ;
 - . Japon (245,6% contre 187,7% en 2007).
- Dossiers pouvant aggraver la crise :
 - . Financement des retraites ;
 - . Réforme du système de santé.



4. FMI et Banque Mondiale : leur nouveau rôle dans l'économie mondiale

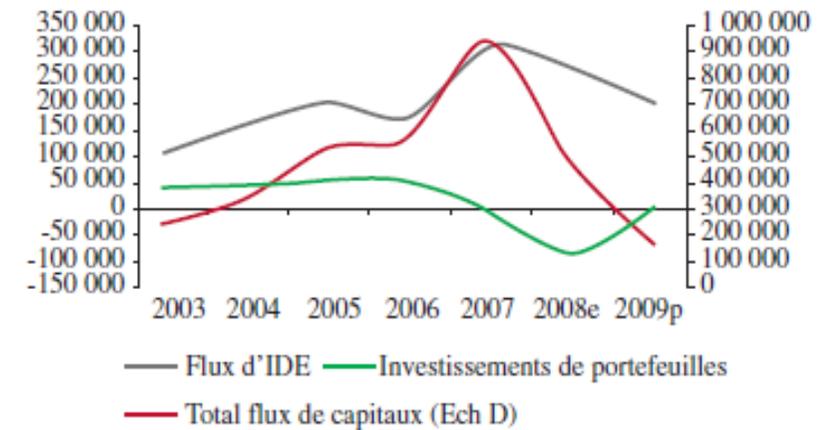


1) Prérogatives du Fonds Monétaire International (FMI) (3/3) :

1-3 Recommandations du FMI :

- Nécessité de soutenir la demande privée et des investissements des entreprises pour l'ensemble des pays.
- Réduire les déséquilibres commerciaux afin de consolider la croissance mondiale.

Sources de financement des pays émergents
(en millions de dollars)



Source: IFI



4. FMI et Banque Mondiale : leur nouveau rôle dans l'économie mondiale

2) Prérogatives de la Banque Mondiale :

2-1 Engagements :

- Appuyer la relance de l'emploi des économies en développement.
- Soutenir les programmes de protection social pour les pays affectés par la crise mondiale en allouant 3,1 milliards de dollars.

2-2 Prévisions :

- Consacrer 2,2 milliards de dollars supplémentaires pour les programmes susmentionnées entre 2009 et 2010.
- Mission attribuée par le G20 à la Banque Mondiale : augmentation de ses prêts à 100 milliards de dollars sur les trois prochaines années en faveur des pays en voie de développement.

2-3 Recommandations :

- Demande en urgence du soutien des pays démunis touchés par la crise.
- Prévoir et appuyer les programmes du soutien de l'emploi dans les pays pauvres afin de réduire le chômage responsable des problèmes de la famine et de la déscolarisation.